MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BRASILIA

N° 44 – Semaines du 21 novembre au 2 décembre 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- La BCB définit la méthodologie d'enregistrement des crédits carbone par les institutions financières.
- Dès 2023, tous les prêts accordés par la BNDES feront l'objet d'un bilan carbone.

Énergie

- Le Brésil et l'Argentine signent un accord d'intégration énergétique.
- Sigma Lithium souhaite tripler sa production de lithium dans le Minas Gerais d'ici 2024.
- L'Etat du Paraná réduit sa participation dans la compagnie d'électricité Copel.

Infrastructures & Transports

- L'Etat de São Paulo forme un « super-secrétariat » des Infrastructures, de l'Environnement, des Transports et de la Logistique.
- La municipalité de São Paulo prévoit des investissements de 4,6 Mds BRL pour la mobilité.

Eau, Assainissement, Déchets

- La SABESP mise sur la gestion des déchets solides, la production d'électricité et l'asphalte.
- L'Etat du Rio Grande do Sul engage la privatisation de sa compagnie des eaux, la CORSAN.

Et Aussi

- Le Brésil préside désormais 2 des 8 plus grandes banques multilatérales de développement.

Amazonie & Biomes brésiliens

- Le Brésil et la Banque mondiale lancent le projet *Vertentes* pour un développement durable de l'activité agricole dans le Cerrado.
- La déforestation en Amazonie a représenté 11 568 km^2 entre août 2021 et juillet 2022.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

La BCB définit la méthodologie d'enregistrement des crédits carbone par les institutions financières

Dans un communiqué publié le 21 novembre, **la Banque centrale brésilienne (BCB) a annoncé l'obligation pour les institutions financières de normaliser la façon dont elles enregistrent les actifs durables – crédits carbone et de décarbonisation – dès le 1er janvier 2023**.
S'il est acheté pour une **revente future** (en vue de la génération de bénéfices dans le cadre des fluctuations du marché), l'actif durable est comptabilisé à la **juste valeur** (soit la valeur au moment du bilan), les gains et pertes étant inclus dans le calcul des profits ou pertes trimestriels. Si l'institution financière achète l'actif pour **compenser ses propres émissions de carbone**, il sera évalué selon une **moyenne entre le coût d'achat et la juste valeur** (le montant le plus bas prévalant).
Si la mesure ambitionne d'accompagner la croissance de ce type d'actifs, elle vise également une **plus grande transparence dans l'utilisation de ces actifs** par les institutions financières et la **normalisation des registres comptables**. **L'enjeu est notamment de permettre à la BCB de surveiller les actifs durables** détenus par les institutions dans leurs portefeuilles d'investissement et de suivre l'évolution du marché. (Article ici)

Dès 2023, tous les prêts accordés par la BNDES feront l'objet d'un bilan carbone

Dans le cadre de la COP27, le président de la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), M. Gustavo Montezano, a annoncé que **dès la fin de l'année 2023, tous les prêts accordés – portefeuilles directs et indirects, financements et investissements – feront l'objet d'une comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre (GES)**. Le président de la banque a notamment insisté sur la nécessité d'une **réorientation du secteur financier** vers des investissements durables, ainsi qu'à une **refonte de la relation que les entreprises entretiennent avec l'Amazonie**, pour le **développement de la bioéconomie** et l'implication des **peuples autochtones**. A l'occasion de la COP27, la BNDES s'est fixé six engagements climatiques, au premier rang desquels la **neutralité climatique de toutes ses opérations d'ici 2050**. (Article ici)

Énergie

Le Brésil et l'Argentine signent un accord d'intégration énergétique

Le Brésil et l'Argentine ont signé le 24 novembre un protocole d'accord (MoU) sur l'**intégration des marchés de l'électricité et du gaz des deux pays, à effet immédiat et en vigueur jusqu'en 2025**, avec un renouvellement automatique prévu tous les quatre ans. Selon le Ministère des Mines et de l'Energie brésilien, cet accord contribue à réduire les coûts des opérations et à augmenter la **sécurité énergétique** dans le secteur électrique, avec un impact positif tant pour les consommateurs brésiliens qu'argentins.
Actuellement, **les échanges d'électricité entre le Brésil et l'Argentine sont principalement effectués par le biais des convertisseurs Garabi I et II, d'une capacité totale de 2 200 mégawatts (MW)**, situés à Santo Ângelo (Etat du Rio Grande do Sul). Garabi I et II sont inclus dans le lot 5 de la **vente aux enchères**

de transport d'électricité n°02/2022 de l'Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel), qui aura lieu le 16 décembre. La signature du protocole d'accord répond donc à une exigence légale pour ces enchères.

Le Mémorandum est également un engagement à **renforcer le dialogue entre le Brésil et l'Argentine au sujet de l'intégration du gaz**, en prévision de l'augmentation de la production de gaz naturel dans les deux pays. (Articles ici et ici)

Sigma Lithium souhaite tripler sa production de lithium dans le Minas Gerais d'ici 2024

Selon le Service Géologique du Brésil, les réserves probables de lithium du pays pourraient représenter 8% des stocks de la planète. En lien – par exemple – avec les perspectives d'électrification des transports, et face à la hausse du cours du lithium sur le marché international, **ces réserves suscitent un intérêt grandissant**. Ainsi, **417 nouvelles demandes d'autorisation de recherche du lithium au Brésil ont été enregistrées depuis janvier 2022** (contre 75 en 2021). Parmi les principaux acteurs**, l'entreprise canadienne Sigma Lithium a déjà investi 1,2 Md BRL (220 M EUR) dans la région du Jequitinhonha (Etat du Minas Gerais),** où se situent les plus importantes réserves du pays. Son objectif est de produire 270 000 tonnes de concentré de lithium spodumène dès 2023. Ce volume correspond à 37 000 tonnes de carbonate de lithium, matériau ensuite utilisé dans la fabrication de batteries. L'entreprise a également annoncé en novembre 2022 un **investissement de 600 M BRL (110 M EUR)** supplémentaires pour accélérer sa production, et la multiplier par trois dès 2024.

Dans l'**objectif de limiter l'impact de ses activités sur l'environnement**, l'entreprise a annoncé la mise en place de différentes mesures, comme l'**utilisation d'eaux usées traitées pour l'extraction minière**. Sigma Lithium a également décidé de remettre **2% du prix du produit final de son exploitation aux municipalités voisines** d'Itinga et d'Araçuaí pour des projets sociaux – soit environ 200 M BRL (37 M EUR) par an. (Articles ici et ici)

L'Etat du Paraná réduit sa participation dans la compagnie d'électricité Copel

Le gouvernement du Paraná a annoncé, le 21 novembre 2022, son intention de **vendre une part significative des 31,1% du capital détenu au sein de Copel**. Cette décision a été approuvée par l'Assemblée législative de l'Etat le 23 novembre, et le président de l'entreprise, Daniel Slaviero, a affirmé que l'objectif était de **conclure l'opération de privatisation partielle au second semestre de 2023**. L'offre annoncée est une offre publique secondaire (vente de participations existantes) d'actions ordinaires (avec droit de vote). La possibilité d'effectuer une offre primaire pour de nouveaux investissements de l'entreprise n'est cependant pas écartée par ses dirigeants.

La Copel est la 6ème compagnie de production d'électricité au Brésil, derrière Eletrobras, China Three Gorges Corp (CTG), Engie, Cemig (Etat du Minas Gerais), et Petrobras. C'est surtout la **2ème compagnie de transport électrique** derrière Eletrobras et devant Cemig. Détenant aujourd'hui 31,1 % du capital total de Copel, **le gouvernement du Paraná devrait conserver une participation au moins égale à 15%** du capital social de Copel, et à 10 % des droits de vote.

Selon le président de Copel, **l'objectif principal de l'opération est de développer la compétitivité de l'entreprise**, en générant des **ressources pour de futurs investissements d'infrastructures** et en **préservant ses actifs de production**, notamment la centrale hydroélectrique de Foz do Areia. Le contrat de concession entre le gouvernement fédéral et Copel pour l'utilisation de cette centrale, d'une capacité de production de 1,67 GW, prend fin en décembre 2023. Le changement de la nature juridique de Copel, transformée en société, pourrait lui permettre de **conserver 100% de l'actif Foz do Areia**. (Articles ici et ici)

Infrastructures & Transports

L'Etat de São Paulo forme un « super-secrétariat » des Infrastructures, de l'Environnement, des Transports et de la Logistique

Le gouverneur élu de l'Etat de São Paulo et ancien Ministre des Infrastructures sous le gouvernement Bolsonaro, M. Tarcísio Gomes de Freitas, a annoncé la formation d'un « super-secrétariat » réunissant les domaines des infrastructures, de l'environnement, des transports et de la logistique dès sa prise de poste en janvier 2023. Jusqu'alors, le Secrétariat aux Infrastructures et à l'Environnement était séparé du Secrétariat à la Logistique et aux Transports.

Le 25 novembre, il a été annoncé que Mme **Natalia Resende** occuperait le poste de Secrétaire. Diplômée en droit et en génie civil, Natalia Resende est procureure fédérale et **a été conseillère juridique au Ministère des Infrastructures, alors dirigé par Tarcísio Gomes de Freitas**. Elle a également travaillé à la coordination de la Chambre nationale des infrastructures et de la réglementation (CNIR/CGU) et au sein du **Secrétariat spécial du Programme de Partenariat pour l'Investissement (PPI)** sous le gouvernement Temer. (Articles ici et ici)

La municipalité de São Paulo prévoit des investissements de 4,6 Mds BRL pour la mobilité

Le maire de São Paulo, M. Ricardo Nunes, a annoncé la **prochaine mise en œuvre d'un « paquet routier » évalué à plus de 4,6 Mds BRL (850 M EUR) d'ici 2024**, avec l'objectif de soulager le trafic et d'éliminer les goulots d'étranglement. **20 projets seraient lancés au total, dont 12 donnant lieu à des passations de marchés d'ici la fin de l'année 2022**. Parmi les projets envisagés figurent notamment l'**extension du *Marginal do Pinheiros*** (2ème voie rapide la plus importante de São Paulo, le long du fleuve Pinheiros), la construction de 6 **couloirs de bus rapides (BRT)** – Imirim, Amador, Radial Leste 1 e 2, Aricanduva, Interlagos et Itapecerica – et la construction de **125 ponts et viaducs**, ainsi que de **tunnels**. (Article ici)

Eau, Assainissement, Déchets

La SABESP mise sur la gestion des déchets solides, la production d'électricité et l'asphalte

Alors que **le bénéfice net de la SABESP (Compagnie d'Eau et d'Assainissement de l'Etat de São Paulo) a augmenté de 130% au 3ème trimestre 2022** par rapport à la même période en 2021, atteignant 1,1 Mds BRL (204 M EUR), l'entreprise a annoncé des investissements dans plusieurs entreprises. La SABESP a ainsi réalisé l'**acquisition de 20% de Foxx Ure**, filiale de l'entreprise Orizon Valorization of Waste, pour 40 M BRL (7 M EUR). Dans le cadre d'un PPP (partenariat public-privé) avec la ville de Barueri, Foxx Ure construit la **première centrale électrique fonctionnant à partir de l'incinération de déchets solides au Brésil**, avec une capacité de traitement prévue de 300 000 tonnes de déchets par an. A terme, l'objectif pour la SABESP est de développer ce marché au sein des 375 municipalités dans lesquelles elle opère. **La compagnie des eaux a également pris des parts – à hauteur de 49% – dans la société Cantareira, spécialisée dans la production d'énergie photovoltaïque**. L'enjeu est de mettre en service 4 centrales d'une capacité de 5 MW d'ici 2023. Enfin, **la SABESP a pris une participation de 45% dans la société Infranext Solutions in Paving**, avec l'objectif de construire une usine de production d'asphalte froid. (Article ici)

L'Etat du Rio Grande do Sul engage la privatisation de la CORSAN, sa compagnie des eaux et d'assainissement

Le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul a publié le 28 novembre un **avis de privatisation de la CORSAN** (*Companhia Riograndense de Saneamento*), société publique d'eau et d'assainissement créée en 1966, comptant près de 6000 employés et **desservant 307 municipalités et 6 millions de personnes** (soit environ 2/3 de la population de l'Etat du Rio Grande do Sul).
L'avis prévoit la cession de toutes les actions de la société par l'Etat, et fixe la date de la **vente aux enchères au 20 décembre** prochain. Avec un **prix minimum d'achat à 4,1 Mds BRL** (758 M EUR), l'acheteur qui proposera le prix le plus élevé remportera l'appel d'offres. L'enjeu pour la Corsan est d'**être en mesure de réaliser les investissements nécessaires à l'universalisation des services d'eau et d'assainissement**, prévus en 2033 par le cadre réglementaire adopté en 2020 par le gouvernement fédéral (actuellement, l'entreprise couvre 96,9% d'approvisionnement en eau et 19,3% de traitement des eaux usées). **Il pourrait s'agir de la première privatisation totale d'une société publique de distribution d'eau et d'assainissement au Brésil**. (Articles ici et ici)

&+ Et Aussi

Le Brésil préside désormais 2 des 8 plus grandes banques multilatérales de développement

L'**élection du brésilien Ilan Goldfajn à la présidence de la Banque Interaméricaine de Développement** (BID), ajoutée à la **présidence de la New Development Bank (NDB) – ou « banque des BRICS » – par le brésilien Carlos Troyjo**, renforce le positionnement du Brésil au sein des banques de développement multilatérales pour les deux

prochaines années. En vue de son élection, Ilan Goldfajn a défendu un projet pour la BID en mettant l'accent sur **un processus d'intégration régionale, en favorisant le développement d'infrastructures vertes pour le transport, l'énergie et les télécommunications, entre les pays membres de l'institution**. Il s'agirait d'**aboutir à une plus grande intégration des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les chaînes de valeur régionales et mondiales**, avec des gains de productivité, d'emploi et de revenus attendus pour la région. En effet, le manque d'infrastructures reliant les pays est un problème ancien, dont la solution est devenue plus urgente avec la reconfiguration globale des chaînes de valeur productives. **En outre, le projet d'Ian Goldfajn porte également sur une volonté d'augmenter la participation du secteur privé dans les projets de la Banque par le biais de Partenariats Publics-Privés.** L'objectif est d'augmenter de manière significative la mobilisation des ressources pour le financement de projets de développement durable dans la région. (Article ici)

Amazonie & Biomes brésiliens

Le Brésil et la Banque mondiale lancent le projet *Vertentes* pour un développement durable de l'activité agricole dans le Cerrado

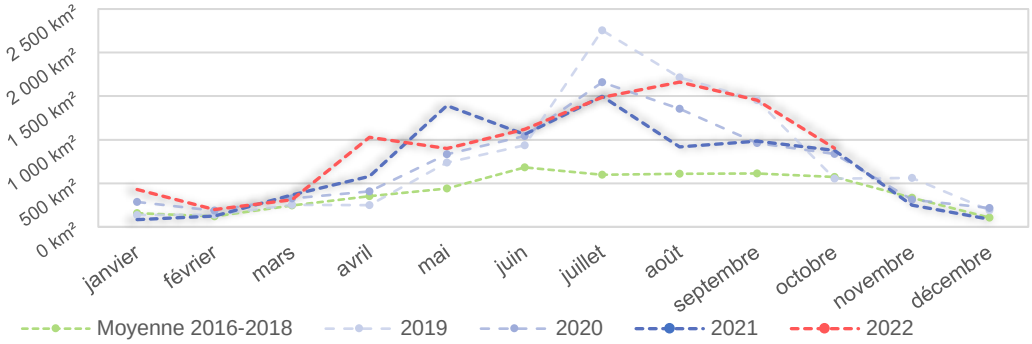
Dans le cadre de la COP27, le gouvernement fédéral brésilien – au travers des Ministères de l'Environnement (MMA), de l'Agriculture (MAPA) et la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) –, a annoncé le **lancement du projet *Vertentes* en partenariat avec la Banque mondiale et le Fonds Mondial pour l'Environnement**. Doté de 130 M BRL (24 M EUR), le projet vise à **promouvoir la gestion durable des filières de soja et de bovins** en vue de l'**amélioration de la qualité des sols** sur 47 millions d'hectares, de la **réduction des émissions de gaz à effet de serre** et de la **protection de la biodiversité** dans le biome du Cerrado. Seront notamment mises en œuvre des actions d'assistance technique et de formation auprès des producteurs, pour l'adoption de bonnes pratiques en termes d'agroécologie ; des actions directes de restauration des sols et de la végétation primaire ; et des actions visant le développement de politiques agricoles et environnementales, en parallèle d'une mobilisation de capitaux publics et privés. (Articles ici et ici)

La déforestation en Amazonie a représenté 11 568 km² entre août 2021 et juillet 2022

L'Institut National de Recherche Spatiale (INPE) a publié le 30 novembre le rapport annuel du programme PRODES (Programme de surveillance de la déforestation en Amazonie légale par satellite), concernant la superficie déboisée en Amazonie entre août 2021 (année *n-1*) et juillet 2022 (année *n*). **Sur la période, la déforestation a représenté 11 568 km², un chiffre en baisse de 11% par rapport à la période précédente, entre août 2020 et juillet 2021**. Au cours des 20 dernières années, l'indice a atteint son **plus haut niveau en 2004**, avec une superficie déboisée de 27 700 km², et son **plus bas niveau en 2012**, avec une superficie déboisée de 4500 km².
Le programme PRODES, créé en 1988, doit être distingué du programme DETER (Système de détection de la déforestation en temps réel), créé en 2004 et également mis en œuvre par l'INPE. Si les deux programmes se fondent sur l'utilisation d'images satellitaires, **le programme PRODES réalise l'inventaire des pertes de forêts primaires** (pour les superficies supérieures à 6,25 ha), **tandis que le programme DETER recense les alertes quotidiennes sur les changements dans le couvert forestier** (pour les superficies supérieures à 3 ha).

C'est sur ce deuxième programme (DETER) que se fonde la partie « Suivi des alertes à la déforestation en Amazonie légale émises par l'INPE » (cf. infra) intégrée à chaque publication de la présente Lettre d'actualités. **Toutes les données** produites par l'INPE via les programmes PRODES et DETER **sont accessibles en *open source* sur la plateforme Terra Brasilis**. (Articles ici et ici)

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du 1er janvier au 24 novembre

10 018 km²

en 2022

+24%

Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service Economique Régional de Brasília

Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, François-Xavier FLAMAND, Pauline MARC-TUDOR

Pour s'abonner : mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr
clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©marchello74